

## Le récit du calvaire de Melchior Ndadaye

@rib News, 21/10/2012 Les derniers instants du Président Melchior Ndadaye Par Hassan NGENDAKUMANA Le jeudi 21 octobre 1993, un coup d'État militaire avait lieu à Bujumbura au cours duquel le Président Ndadaye a été assassiné. Vous trouverez une description détaillée heure par heure et minute par minute de ces événements. Déroulements des faits (Extrait du Rapport de l'ONU : S/1996/682 du 22 août 1996) 3 juillet 1993 Le 3 juillet 1993, des hommes du 2e bataillon commando ont fait une tentative de coup d'État peu de temps avant la prestation de serment du Président Melchior Ndadaye. La tentative de coup d'État a échoué et ordre a été donné d'arrêter plusieurs officiers et soldats, lesquels le lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba, qui avait été Chef de cabinet du Président Buyoya, le major Bernard Buzokosa, le major Jean Rumbete, le capitaine René Bucumi, le capitaine François-Xavier Nintunze et le commandant Hilaire Ntakiyica.

10 juillet 1993 Le Président Ndadaye a prêté serment le 10 juillet 1993 et s'est installé dans l'ancien palais présidentiel. Le palais présidentiel se trouve au milieu d'un vaste périmètre entouré d'un haut mur d'enceinte, au coin nord-ouest de l'intersection de deux larges avenues dans le centre de la ville. Au nord du palais se trouve l'ancien hôtel Meridien, rebaptisé Source du Nil. Un terrain de golf s'étend au-delà de l'enceinte extérieure ouest et d'une partie de l'enceinte extérieure nord. 11 octobre 1993 Vers 11 heures, le lieutenant Gratién Rukindikiza, chef des gardes du corps du Président, selon son propre témoignage, a reçu du lieutenant-colonel Jean Bikomagu, chef d'État-major de l'armée, l'ordre de partir pour Maurice l'après-midi même, afin d'y préparer la venue du Président, attendu pour la réunion des chefs d'État francophones qui devait se tenir du 16 au 18 octobre. Bikomagu lui a également donné l'ordre de revenir avant le 21 octobre, sans lui donner aucune explication. Avant de quitter Bujumbura, Rukindikiza a dit au lieutenant-colonel Pascal Simbanduku, Président de la Cour militaire, qu'il soupçonnait qu'un coup d'État était en préparation, en mentionnant les noms de certains officiers, dont celui de Lucien Rufyiri et de Somisi. Lundi 18 octobre 1993 Le Président Ndadaye rentre du sommet de Maurice le 18 octobre. Le même jour, le Ministre de la Défense, le lieutenant-colonel Charles Ntakije, était informé par le chef d'État-major de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Epitace Bayaganakandi, que selon des sources fiables, un coup d'État était en préparation. Des rumeurs de coup d'État avaient commencé à circuler avec insistance le même jour. Mardi 19 octobre 1993 Le Président Ndadaye a présidé le mardi 19 octobre un conseil des ministres, qui a duré toute la journée et a repris le lendemain jusqu'au soir. Mercredi 20 octobre 1993 Le mercredi 20 octobre, le major Dieudonné Nzeyimana, chef des renseignements militaires, a informé ses supérieurs qu'une tension était perceptible parmi certains soldats de la capitale. Vers 13 heures, le commandant du 2e bataillon commando, le major Isaac Nibizi, dont l'unité fournissait les hommes qui composent la garde présidentielle, a demandé si l'épouse du Président se trouvait encore au palais et a reçu une réponse affirmative. Vers 16 heures, le major Isaac Nibizi, commandant du 2e bataillon commando, a demandé à rencontrer d'urgence le chef de cabinet du Président, Frédéric Ndayegamiye, et lui a dit que des éléments du 1er bataillon parachutiste et du 11e bataillon blindé, tous deux cantonnés au Camp Para, préparaient un coup d'État, qu'ils étaient très excités et qu'ils avaient l'intention d'arrêter certaines personnalités politiques, dont ils craignaient qu'elles se soient enfuies. Le major Nibizi a ajouté qu'il avait informé l'État-major général de l'armée qu'un coup d'État était imminent. Il a demandé à Ndayegamiye de lui fournir un véhicule banalisé pour faire une tournée d'inspection des unités concernées. Ndayegamiye a alors pris contact avec Bikomagu et lui a demandé de vérifier les rumeurs qui circulaient. Bikomagu lui a répondu qu'il s'était rendu en personne au "1er Para" et n'avait constaté rien d'anormal. Il l'a assuré qu'il ne se passerait rien. Dans l'après-midi, plusieurs personnes, des commandants d'unités notamment, ont signalé à Bikomagu que des rumeurs circulaient à propos d'un coup d'État imminent. L'imminence d'un coup d'État a été évoquée au mess des officiers. Le conseiller politique et diplomatique du Président, Antoine Ntamobwa, a été informé à 17 heures, par le chef d'État-major de la gendarmerie, lieutenant-colonel Bayaganakandi, que le "1er Para" et le "11e Blindé" allaient faire un coup d'État le lendemain à 2 heures. Il a essayé en vain de prendre contact avec le Ministre de la Défense, le lieutenant-colonel Ntakije, qui était en conseil des ministres. Vers 18 heures, le lieutenant Joseph Rugigana du "2e Commando" a été informé par un officier de son unité, le capitaine Idelphonse Mushwabure, que quelque chose se tramait et qu'il devait rester sur ses gardes. Le major Nibizi a ordonné à ses hommes de rester vigilants et d'avertir toutes les positions. Vers 20 heures, il a ordonné au capitaine Mushwabure d'aller prendre le commandement de la garde présidentielle au palais. Mushwabure a appelé un de ses subordonnés, le lieutenant Gabriel Bigabari, qui se trouvait au palais à la tête du détachement de la garde présidentielle, et lui a ordonné de mettre tous les hommes en état d'alerte, de préparer toutes les armes et de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires en attendant son arrivée. Le conseil des ministres a pris fin à 21 heures. Le conseiller présidentiel Ntamobwa a alors informé Ntakije de la conversation qu'il avait eue avec Bayaganakandi. Le ministre a été informé que le coup d'État serait lancé à 2 heures, dans la nuit du 21 octobre, par des éléments du "1er Para" et du "11e Blindé". Le Président Ndadaye a été informé de l'imminence d'un coup d'État par son ministre de la communication, Jean-Marie Ngendahayo, et il s'est fait confirmer cette information par le Ministre de la Défense, en présence de l'attaché politique et diplomatique. Le Président a demandé que Ningaba, qui était incarcéré pour le coup d'État du 3 juillet, soit transféré dans une autre prison, mais le Ministre de la Défense, le lieutenant-colonel Ntakije, l'a rassuré, affirmant que la gendarmerie viendrait renforcer la garde de la prison. Le Président est arrivé au palais vers 21 h 30 et a dit à son épouse que, selon le Ministre de la communication, un coup d'État aurait lieu dans la nuit. Il semblait préoccupé et a laissé son téléphone cellulaire branché lorsqu'il s'est retiré dans ses appartements pour la nuit. Lors d'un secretariat d'État chargé de la sécurité au Ministère de la Défense, le lieutenant-colonel Lazare Gakoryo, est arrivé à lui, il a appris que Bikomagu l'avait appelé. Il a essayé en vain de joindre ce dernier au téléphone. Aux alentours de 21 h 30, le Ministre Ntakije qui se rendait à une réunion s'est arrêté au mess des officiers pour voir les commandants du "1er Para" et du "11e Blindé". Il n'a trouvé que le commandant du "1er Para", le major Juvénal Niyoyunguruza, qui lui a assuré qu'il n'avait rien entendu d'anormal et a minimisé le danger. Le Ministre lui a dit de surveiller la situation de près

avec le commandant du "11e Blindé". Il a recommandé que les deux officiers passent la nuit dans le camp, avec leurs unités respectives. Vers 22 heures, Ntakije a tenu une réunion avec Bikomagu, Bayaganakandi, Nibizi, le major Ascension Twagiramungu, chef de la section des opérations, le major Nzeyimana et un autre officier chargé de l'information - l'État-major de la gendarmerie. Il a déclaré que des mesures seraient prises pour juguler toute action que les troupes entreprendraient et que Twagiramungu tiendrait Ntakije au courant. Ces mesures consistaient notamment à empêcher des unités du "2e Commando" qui disposaient de plusieurs véhicules blindés pour garder les ponts sur la rivière à Muha et empêcher ainsi tout autre véhicule blindé de parvenir au palais présidentiel. Aucune mesure n'a été prise pour empêcher éventuellement des fantassins de franchir la rivière, ce qui pouvait se faire aisément en tous points de celle-ci. Les témoignages sont contradictoires en ce qui concerne la question de savoir si Ntakije a informé le Président du résultat de cette réunion. Aux alentours de 23 heures, le major Niyoyunguruza a téléphoné au major Sophonie Kibati, officier de garde - l'État-major de l'armée, pour lui signaler une activité inhabituelle au Camp Para, et il lui a répondu qu'il devait cacher les clés du dépôt d'armes. À 23 heures, le capitaine Mushwabure est arrivé au palais présidentiel, non sans s'être arrêté en chemin au domicile du capitaine Tarence Cishahayo, officier du "2e Commando", pour lui dire de retourner auprès de son unité. Mushwabure a pris la relève du lieutenant Bigabari à la tête du détachement, qu'il a placé en état d'alerte, et a informé le Président que l'imminence d'un coup d'État avait été confirmée. Vers 23 h 30, le lieutenant Léonidas Sindarusiba, du "2e Commando", est arrivé au Camp Muha, où son unité était cantonnée; il a rencontré le major Nibizi et le lieutenant Rugigana à la cantine. Le major Nibizi leur a demandé de se tenir prêts car un coup d'État se préparait. À peu près au même moment, le lieutenant-colonel Gakoryo a eu une conversation téléphonique avec le lieutenant-colonel Bikomagu, qui lui a dit qu'il ressentait dans l'après-midi une tension considérable chez les soldats du "1er Para" et du "11e Blindé" et que ces derniers avaient même menacé leurs officiers. Gakoryo a demandé si des dispositions avaient été prises pour veiller à ce que les soldats ne traversent pas les ponts sur la rivière Muha, qui sépare les camps militaires du centre de la ville. Bikomagu a répondu que le "2e Commando" défendrait les ponts. Gakoryo a ensuite téléphoné au lieutenant-colonel Bayaganakandi, qui a confirmé cette information. Peu de temps avant minuit, le major Daniel Ningeri, commandant de Camp Base (camp de base des forces armées), qui se trouvait à son domicile, a entendu des coups de feu. Les témoignages sont contradictoires sur la question de savoir s'il a reçu à ce moment-là un coup de téléphone du capitaine Nicolas Ndihekubwayo, officier de garde au Camp Base, l'informant que des soldats avaient réussi à s'introduire dans ce camp et avaient obligé des chauffeurs à sortir les camions. Vers minuit, le major Nibizi a donné l'ordre de préparer les véhicules blindés pour défendre les ponts sur la rivière à Muha. Avant qu'il ne parte, des véhicules blindés du "11e Blindé", roulant en direction du centre de la ville, sont passés devant le camp. Les véhicules blindés du "2e Commando", sous les ordres du lieutenant Rugigana, ont quitté le camp et se sont retrouvés entre des véhicules du "11e Blindé" qui les précédaient et d'autres qui les suivaient. Des coups de feu ont éclaté dans toutes les directions. Jeudi 21 octobre 1993 à minuit à 2 heures Au Camp Para Camp Para, où sont cantonnés le "1er Para" et le "11e Blindé", se trouve dans la partie sud de Bujumbura, à environ 4 kilomètres du palais présidentiel. Camp Muha se trouve à quelques centaines de mètres plus loin. La rivière Muha, qui traverse la ville, se trouve à environ 1 kilomètre de là et est enjambée par deux ponts. Selon la plupart des témoignages, les mouvements de troupes au Camp Para ont débuté avant 1 heure, mais les témoignages sont très contradictoires quant à l'heure exacte. Le commandant du "1er Para", le major Niyoyunguruza, a affirmé que des soldats conduits par le caporal Juvénal Gahungu ont fait irruption dans son bureau à 23 heures, alors qu'il venait de faire rapport sur la situation au major Kibati, officier de garde - l'État-major (Kibati, de son côté, a déclaré avoir reçu cet appel aux alentours de 2 heures). Niyoyunguruza affirme avoir été ensuite retenu de force dans un garage. Des hommes du "1er Para", accompagnés de véhicules blindés du "11e Blindé", ont quitté le Camp et se sont rendus directement au palais, sans rencontrer aucune opposition. Là encore, les témoignages sont très contradictoires quant à l'heure précise mais la plupart situent ces événements aux alentours de 1 h 30. À partir de ce moment-là à peu près, au moins cinq détachements de soldats et de sous-officiers sont sortis du Camp pour installer des barrages militaires partout dans la ville, prendre l'État-major de l'armée, la base aérienne, la station de radio et la compagnie de téléphonie, amener François Ngeze, un député hutu membre de l'UPRONA et ex-Ministre de l'intérieur dans le gouvernement Buyoya, amener les lieutenants Jean-Paul Kamana et Jean Ngomirikiza du "11e Blindé", capturer plusieurs hauts fonctionnaires membres du FRODEBU, et essayer de rallier à leur cause les soldats de Camps Base et des camps de Ngagara, Kamenge et Muzinda. L'un de ces détachements, selon tous les témoignages sauf celui de l'intéressé, était conduit par le caporal Gahungu, lequel a, quant à lui, affirmé n'avoir jamais quitté le camp ce jour-là. Des témoins affirment que le caporal Nzeyimana l'accompagnait. Au Camp Muha Camp Muha, cantonnement du "2e Commando" est situé près de la rivière dont il porte le nom. Le major Nibizi a ordonné aux équipages des quatre véhicules blindés qu'il commandait de se tenir prêts à défendre les ponts sur la rivière Muha. Selon la plupart des témoignages, il a donné cet ordre aux alentours de 1 heure. Toutefois, le commandant de l'escadron blindé, le lieutenant Rugigana, affirme que ce n'est qu'à 1 heure que quelqu'un envoyé par Nibizi est venu chez lui pour le prévenir et l'emmener au camp. Vers 1 h 30, alors que les véhicules blindés allaient quitter le Camp Muha sous le commandement de Rugigana, quelques véhicules blindés du "11e Blindé" sont passés devant l'entrée du camp et ont pris la direction du palais. Rugigana et ses véhicules blindés ont quitté le Camp Muha et ont eux aussi pris la direction du palais, avec certaines unités du "11e Blindé" devant eux et d'autres derrière eux. Au palais La garde du palais, commandée par le capitaine Mushwabure, était composée d'une quarantaine d'hommes, le nombre donné par les témoins allant de 35 à 60. La garde, qui disposait de deux véhicules blindés, n'avait pas été renforcée. Aux alentours de 1 heure, le capitaine Mushwabure a reçu un appel téléphonique du major Nibizi qui l'a informé que le coup d'État avait commencé au Camp Para. Vers 1 h 30, le Président Ndadaye a reçu un appel téléphonique du Ministre Ntakije l'informant que le coup d'État avait commencé. Il a revêtu des habits civils, est sorti de la maison et a été mené dans un des véhicules blindés de la garde. Les témoignages recueillis des contradictions énormes sur ce point. Un témoin affirme que Mushwabure a fait monter le Président dans le véhicule

blindé. Mushwabure, quant à lui, affirme que le Président, n'écouter pas ses conseils, a tenu à monter dans le véhicule en faisant valoir que le Ministre Ntakije lui avait conseillé de le faire. Ntakije a déclaré avoir conseillé au Président de quitter le palais sur le champ dans un véhicule blindé. Madame Ndadaye affirme que Ntakije a simplement informé le Président du début du coup d'État et a rattrapé sans autre commentaire. Le Président est resté dans le véhicule sans engager la conversation avec l'équipage. Il avait son téléphone cellulaire sur lui mais il ressort des enregistrements téléphoniques qu'il n'a fait aucun appel et n'en a reçu que deux; l'un, qui a duré 27 secondes, de son chef de cabinet, qui lui a conseillé de partir sur-le-champ, et l'autre, qui a duré 40 secondes, d'un correspondant qui n'a pas été identifié. Mme Ndadaye a essayé de lui téléphoner mais elle n'a eu que le message enregistré disant que le téléphone était inaccessible. Dans l'intervalle, Mme Ndadaye a téléphoné au Ministre des affaires étrangères, à Sylvestre Ntibantunganya, au Chef de la Documentation nationale (services secrets), Richard Ndikumwami, au Ministre de l'agriculture, au Chef du Protocole, Jean-Marie Nduwabike et à quelques autres amis. Elle a appelé le Président du Rwanda, Juvénal Habyarimana, qui lui a dit qu'il avait déjà été informé du coup d'État. Peu de temps après 1 h 30, véhicules blindés du "11e Blindé" et deux véhicules blindés du "2e Commando", l'un commandé par le lieutenant Rugigana et l'autre par le lieutenant Augustin Managure, sont arrivés en même temps au palais. Les deux autres véhicules blindés du "2e Commando" avaient fait demi-tour en cours de route. Le capitaine Mushwabure s'est toutefois contredit à propos de leur heure d'arrivée. Le lieutenant Rugigana est entré dans l'enceinte du palais avec son véhicule blindé en défonçant la grille d'accès à l'hôtel Mburidien. Des soldats du "1er Para" qui ont essayé de le suivre à l'intérieur ont été refoulés sans qu'il y ait eu tir de coups de feu. Quelques instants plus tard, les troupes qui encerclaient le palais ont commencé à tirer à la mitrailleuse. Le lieutenant-major Les locaux de l'État-major sont situés près du centre-ville, sur le nord de la rivière Muha. Aux alentours de 1 heure, probablement, le major Kibati, officier de garde, a reçu un appel du commandant du "1er Para" l'informant que ses hommes s'étaient rebellés. Après avoir consulté le major Twagiramungu, chef de la section des opérations, il a appelé Bikomagu pour l'informer. Kibati a aussi appelé le major Deo Bugegene, commandant de la base aérienne, et lui a dit de rejoindre sa base. Selon le témoignage du Ministre Ntakije, avant 2 heures, celui-ci a téléphoné à Bikomagu, qui se trouvait à l'État-major et qui lui a conseillé de se cacher. Cette version est contredite par le témoignage de Bikomagu et d'autres, qui affirment que Bikomagu n'est arrivé à l'État-major qu'aux alentours de 2 h 30. Ailleurs Selon son propre témoignage, le Ministre Ntakije se trouvait chez lui lorsqu'à 1 heure il a été réveillé par un appel de Twagiramungu l'informant que des préparatifs étaient en cours au Camp Para. Ntakije demanda à son correspondant de vérifier si les mesures qu'il avait recommandées avaient été prises. Ntakije affirme qu'il a alors appelé le Président Ndadaye pour l'informer. Il s'est ensuite rendu au Ministère de la Défense. Avant d'entrer, il a, selon ses dires, téléphoné à Bikomagu, qui se trouvait à l'État-major et qui lui a conseillé d'entrer dans la clandestinité. Ntakije est ensuite passé chez lui avant d'aller se cacher dans le bureau d'un ami, où il est arrivé au moment où on a commencé à entendre des coups de feu dans la ville. Il est resté en contact avec Mme Ndadaye, qui se trouvait au palais, et avec Bikomagu. Il a reçu un appel du Ministre rwandais de la Défense, qui lui a proposé son aide. Il affirme avoir appelé pratiquement tous les ministres et leur avoir conseillé de se cacher et de conseiller aux dirigeants du FRODEBU d'en faire de même. Entre 1 h 30 et 2 heures, les officiers ci-après qui, accusés d'avoir participé au coup d'État du 3 juillet, étaient en prison à Bujumbura ont été libérés par les soldats : major Busokoza, capitaine Bucumi, capitaine Nintunze et major Rumbete. Jeudi 21 octobre 1993 à 2 heures à 6 heures Au palais Vers 2 heures, une quinzaine de véhicules blindés du "11e Blindé" qui s'étaient massés face à la grille de l'hôtel Mburidien ont tiré au canon mais ont dû reculer lorsque la garde du palais a tiré quelques roquettes antichar, et ont pris position autour de l'enceinte extérieure du palais. Les tirs se sont poursuivis pendant une quinzaine de minutes. Il n'y a eu aucun blessé et ni les véhicules blindés ni le palais n'ont été endommagés. Le Président est resté à l'intérieur du palais. Vers 5 heures, le lieutenant Managure, commandant du deuxième véhicule blindé du "2e Commando" qui était resté à l'extérieur de l'enceinte du palais, est entré à pied et a dit au lieutenant Bigabari que le lieutenant Kamana, commandant de l'escadron d'infanterie du "11e Blindé", qui dirigeait les soldats déployés autour du palais, menaçait de bombarder le palais si tout le monde ne sortait pas. Il a déclaré que le lieutenant Kamana l'a obligé à transmettre ce message. Le lieutenant Kamana, quant à lui, a déclaré dans son témoignage que non seulement il ne commandait pas les mutins mais que ceux-ci l'avaient même pris en otage. Vers 5 h 30, les véhicules blindés qui entouraient l'enceinte extérieure ont recommencé à tirer au canon, touchant le deuxième étage du palais. L'un des enfants du Président, une fille, a été grièvement blessée par les gravats. Le Président, à la demande pressante de Mushwabure, a changé de tenue pour revêtir un uniforme militaire et a été transféré dans le véhicule blindé de Rugigana. Madame Ndadaye, ses enfants et deux domestiques ont été emmenés dans un autre véhicule blindé. Celui-ci n'ayant pas démarré, ils ont été transférés dans le troisième véhicule blindé qui est allé se placer à côté du véhicule blindé de Rugigani. Ils ont été alors tous transférés dans ce dernier véhicule blindé où ils ont retrouvé le Président. Hormis le fait d'informer le Président de sa conversation avec le Président du Rwanda, Mme Ndadaye n'a rien dit d'autre à son époux. Mushwabure a ensuite demandé au Président de le rejoindre hors du véhicule et tous les deux, accompagnés de Firmin Barengayabo, l'un des domestiques du palais, ont essayé de sortir en escaladant le mur septentrional mais ont découvert que des soldats se trouvaient de l'autre côté. Barengayabo, qui avait escaladé le mur le premier, a été capturé. Le Président est retourné au véhicule blindé de Rugigana. Au Camp Para Vers 3 heures, un détachement est arrivé, accompagné de Ngeze, qui portait un survêtement et un coupe-vent et conduisait son propre véhicule. Selon son témoignage, il a été placé dans un bureau vide et gardé au secret. Peu de temps après Bikomagu est arrivé au camp et a parlé aux soldats et à Ngeze. Il est reparti au bout d'une heure environ. Dans son témoignage, Bikomagu affirme avoir été traîné au camp par des soldats qui l'avaient enlevé à l'État-major, et qu'il a essayé de les convaincre de le laisser quitter le camp. À 5 heures, selon son propre témoignage, le commandant du "1er Para", Niyoyunguruza, a été emmené au mess des officiers dans un camion. Au Camp Muha Vers 2 heures, deux des véhicules blindés qui étaient sortis avec celui de Rugigana mais avaient fait demi-tour sont entrés dans le camp. L'un d'eux,

commandé par le lieutenant Joseph Bodiguma, est resté en position de tir tandis que l'équipage de l'autre, commandé par le lieutenant Sindarusiba, selon le témoignage de celui-ci, a reçu de Nibizi l'ordre d'aller chercher le Président de l'Assemblée nationale, Pontien Karibwami, pour assurer sa protection. Sindarusiba est revenu quelque temps après pour signaler que lorsqu'il était arrivé au domicile de Karibwami, on lui a dit que celui-ci avait été emmené par un groupe de soldats peu de temps auparavant. Nibizi l'a alors envoyé chercher le Ministre des affaires étrangères, Sylvestre Ntibantunganya. A l'état-major de l'armée A son arrivée, vers 2 h 30, Bikomagu, selon son propre témoignage, a téléphoné au commandant du "1er Para". Niyoyunguruza, quant à lui, a affirmé qu'à ce moment-là il était enfermé dans un garage où il ne pouvait accéder à aucun téléphone. Vers 3 heures, selon le témoignage de l'intéressé, un détachement de soldats a obligé Bikomagu à les accompagner à Camp Para. Ailleurs Entre 2 heures et 3 heures, un détachement a capturé à leur domicile Richard Ndikumwami, qui dirigeait les services de renseignement civils, et Juvénal Ndayikeza, Ministre de l'administration territoriale et du développement communal, et les a emmenés dans un camion. Le capitaine TERENCE Cishahayo, du "2e Commando", a affirmé dans son témoignage qu'il venait d'arriver avec son véhicule militaire au domicile de Ndayikeza pour emmener celui-ci à l'abri, sur ordre de Nibizi, lorsqu'un détachement conduit par le caporal Gahungu est également arrivé, l'a capturé ainsi que le Ministre et a forcé les deux hommes à monter dans un camion militaire, où ils ont retrouvé Ndikumwami, qui avait déjà été capturé. Le Président et le Vice-Président de l'Assemblée nationale, Pontien Karibwami et Jules Bimazubute, ont également été enlevés à leur domicile à peu près au même moment. Les rebelles se sont également rendus au domicile du Ministre des affaires étrangères, Sylvestre Ntibantunganya, mais ne l'ont pas trouvé. Son épouse, traitée sans ménagement par les soldats à cette occasion, a été par la suite tuée dans une autre maison où elle s'était réfugiée. Vers 2 heures, les rebelles se sont rendus dans les locaux de la compagnie du téléphone, accompagnés de Busokosa, qu'ils avaient libéré de prison et qui avait été directeur de la compagnie. Ils ont pris possession du centre de télécommunications mais n'ont pas réussi à interrompre le service. Busokosa a déclaré dans son témoignage que cet échec était dû à son propre manque de coopération. Vers 3 heures, la station de radio a été prise par les rebelles. Selon les résultats de l'autopsie, Karibwami, Bimazubute, Ndikumwami et Ndayikeza ont été exécutés vers 5 heures. Jeudi 21 octobre 1993 à 6 heures à midi Au palais A 7 heures environ, le véhicule blindé commandé par Rugigana et ayant à son bord le Président et sa famille a quitté le palais par la grille sud, sans que les soldats et les véhicules armés qui encerclaient le palais s'y opposent. Il a pris ensuite, à la demande du Président, la direction de Camp Muha par un itinéraire détourné. En chemin, ils ont été autorisés à traverser plusieurs barricades, après des discussions entre l'équipage et les soldats rebelles qui tenaient celles-ci. Une fois que le Président a été éloigné du périmètre du palais, Mushwabure, selon son propre témoignage, a escaladé le mur et est allé se cacher. Au Camp Muha Venant du Camp Para, Bikomagu est arrivé au Camp Muha vers 4 heures. Gakoryo, selon tous les témoignages sauf le sien, se trouvait au camp avant que l'on y amène le Président Ndadaye. Il affirme néanmoins qu'à son arrivée, le Président était déjà là. Le Président Ndadaye et sa famille sont arrivés au Camp Muha dans le véhicule blindé de Rugigana peu de temps après 7 heures. Le Président a été emmené dans un bureau où il a retrouvé Bikomagu, le Secrétaire d'État Gakoryo et Nibizi. Aucun de ces trois officiers n'a donné dans son témoignage des détails sur leur conversation avec le Président. Au bout d'une vingtaine de minutes, le Président a été ramené dans le véhicule blindé, où il a été rejoint par sa famille peu de temps avant 8 heures. Selon le témoignage des officiers, des soldats rebelles au comportement menaçant sont arrivés devant le Camp Muha entre 15 minutes et une demi-heure après le Président et ont exigé qu'on les laisse entrer. Aucun coup de feu n'a été tiré. Vers 8 heures, après que, selon le témoignage de Nibizi, les soldats de celui-ci aient refusé d'obéir à ses ordres et de défendre le camp, les grilles de Camp Muha ont été ouvertes et un groupe de soldats est entré et a entouré le véhicule blindé et Bikomagu. Gakoryo et Nibizi qui se tenaient à côté du véhicule. Le Président et sa famille ont été transportés hors du véhicule. Le Président, s'adressant aux soldats en kirundi, leur a dit : "Dites-moi ce que vous voulez, on peut négocier, mais surtout pas d'effusion de sang, pensez à votre pays, pensez à vos familles". Bikomagu a alors dit aux soldats qu'il emmènerait Mme Ndadaye et les enfants. Selon le témoignage de Mme Ndadaye, Bikomagu a ajouté, en désignant le Président : "Voilà l'homme que vous cherchez. Faites-en ce que vous voulez". Dans son témoignage, Bikomagu a nié avoir tenu ces propos. Mme Ndadaye et ses enfants ont quitté le camp dans la jeep de Bikomagu, conduite par le chauffeur de celui-ci, et se sont rendus à l'ambassade de France. Les soldats ont fait monter le Président dans une jeep et l'ont emmené à Camp Para. Bikomagu, Gakoryo et Nibizi les ont accompagnés. Au camp Para Vers 8 h 30, les soldats sont arrivés au Camp Para avec le Président, qui a été immédiatement entouré par une multitude de soldats. Selon leur témoignage le lieutenant Kamana a dit à Nibizi de s'en aller avec Bikomagu et Gakoryo, parce que leur vie était en danger, ce qu'ils ont fait. Toutefois, selon un témoin, en arrivant au Camp Para, Bikomagu a de nouveau dit aux soldats : "Voilà votre homme". Le major Rumbete, qui avait été libéré de prison et amené au Camp peu de temps auparavant, était présent lorsque le Président a été amené. Le Président a été enfermé dans une pièce, gardée. Peu de temps après, Kamana, qui, selon tous les témoignages sauf le sien, dirigeait les opérations, s'est adressé à un rassemblement de soldats. Il a ensuite établi une liste comportant les noms de certains officiers et a envoyé l'adjudant chef Mbonayo les chercher au mess des officiers. Les témoignages n'ont pas permis de déterminer l'heure exacte de l'exécution du Président Ndadaye. Il semble qu'elle ait eu lieu dans les 30 minutes qui ont suivi son arrivée. Trois hommes du "11e Blindé", le caporal Philbert Nduwukumana, dit Kiwi, le caporal Ndayizeye, dit Runyutu, et un troisième homme, sont entrés dans la pièce. Apparemment, pendant que deux d'entre eux maintenaient le Président au moyen d'une corde enroulée autour de son cou, le troisième l'a poignardé. Nduwukumana, a refusé de témoigner. Ndayizeye est toujours introuvable et le troisième homme n'a pas pu être identifié. Selon un témoin, après que les trois hommes soient entrés dans la pièce, quelqu'un a cadénassé la porte et les a enfermés à l'intérieur jusqu'à ce que Kamana, peu de temps après, demande la clef et les libère. Cette version des faits est rapportée par le témoignage de Kamana. Vers 10 heures, les officiers énumérés sur la liste établie par Kamana qui avaient été convoqués au mess des officiers sont arrivés. Figuraient lot le lieutenant-colonel Simbanduku; le major Nibizi; le major Alfred Nkurunziza, directeur d'un département au

Ministère de la Défense; le major Juvénal Nzosaba, commandant du bataillon du génie à Muzinda; le major Deo Bugegene, commandant de la base aérienne de Bujumbura; le major Hypax Ndacasaba; le lieutenant Ngomirakiza; le major Rumbete; le major Busokoza et le major Celestin Ndayisaba, commandant en second des écoles militaires. Bikomagu, qui n'était pas sur la liste, les accompagnait. Il a fait libérer par les soldats le Chef du protocole et deux autres civils qui avaient été capturés et amenés au camp. Le lieutenant Kamana a pris en charge les officiers et les a conduits dans une salle de réunion. Les témoignages divergent certes sur de nombreux points concernant ce qui s'est passé dans cette salle, mais la plupart concordent sur le fait que Kamana a présenté Ngeze, encore en survêtement, et a dit que les soldats exigeaient qu'il soit président. Selon un témoin, il leur a dit à ce moment-là que le Président et le Vice-Président de l'Assemblée nationale, Pontien Karibwami et Jules Bomazubute, ainsi que quelques ministres, avaient été tués. Comme on l'interrogeait sur le Président, il a répondu que celui-ci se trouvait au Camp et était vivant. Il a été alors convenu que Ngeze devrait accepter de prendre la succession, afin de "gérer la crise". Kamana est ensuite sorti de la salle et est retourné peu de temps après pour annoncer que le Président Ndadaye avait été tué. Simbanduku et un autre officier sont partis au mess informer les officiers qui s'y étaient rassemblés. Vers 11 heures, Ngeze, accompagné par les autres officiers, s'est adressé aux troupes sur le terrain de football. Ngeze a annoncé qu'il acceptait d'assumer la présidence et a été acclamé. Il a été convenu que les soldats obéiraient de nouveau à leurs officiers et que Bikomagu reprendrait le commandement. Ngeze et les officiers ont alors quitté le Camp pour se rendre au mess des officiers. A l'état-major Vers 8 heures, Twagiramungu s'est rendu à l'état-major. Kibati est resté seul officier de garde. Au mess des officiers Vers 7 heures, des officiers ont commencé à s'attrouper au mess, qui est situé près de Camp Muha. A 9 heures, la plupart des officiers en poste à Bujumbura étaient arrivés. Certains ont été amenés dans des camions militaires. De nombreux officiers prétendent avoir été empêchés par les soldats de quitter le mess. Bikomagu, toutefois, se déplaçait librement et Simbanduku a déclaré être rentré chez lui pendant un moment. Vers 9 heures, Bikomagu, Gakoryo et Nibizi sont arrivés et ont annoncé que le Président était aux mains des soldats au Camp Para. Pendant qu'il se trouvait au mess des officiers, Bikomagu a reçu un appel téléphonique, à la suite duquel il a dit craindre que le Président Ndadaye ait été tué. Selon un autre officier présent, des rumeurs ont commencé à circuler à ce moment-là, lesquelles les soldats de Camp Para étaient sur le point de convoquer certains officiers. Peu de temps après, une demi-douzaine de soldats, conduits par l'adjudant chef Mbonayo, sont arrivés et ont lu la liste établie par Kamana. Le nombre et la composition de cette liste varient selon les témoignages. Selon Bikomagu, cette liste contenait les noms de 13 officiers. Le nom du lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba, qui n'était pas présent, figurait sur la liste. Mbonayo a demandé aux officiers dont les noms figuraient sur la liste de l'accompagner au Camp Para. Certains de ces officiers ont déclaré qu'ils avaient été obligés d'y aller, sans avoir été informés des raisons de cette convocation. Ils sont partis en minibus. Bikomagu est parti en même temps au Camp Para, dans son propre véhicule. Les autres officiers sont restés au mess. Avant 11 heures, Simbanduku et Nzosaba sont revenus au mess et ont relaté les événements qui s'étaient produits au Camp Para, y compris la mort du Président. Simbanduku affirme qu'il est ensuite resté au mess, mais un témoin affirme qu'il est retourné au Camp Para. Vers 11 heures, le groupe d'officiers est revenu de Camp Para, accompagné de Ngeze encore en survêtement, et de Bikomagu. Selon tous les témoignages sauf le sien, Simbanduku a présenté Ngeze comme étant le nouveau Président. Ngeze s'est adressé aux officiers pour leur dire que les soldats exigeaient qu'il prenne les commandes afin de "gérer la crise" et pour leur demander leur soutien. Ngeze, Bikomagu et les officiers qui étaient arrivés avec eux sont ensuite partis pour l'état-major, tandis que les autres officiers ont rejoint leurs unités. Jeudi 21 octobre 1993 à 12 heures dans l'après-midi A l'état-major Ngeze et le groupe d'officiers qui l'accompagnait sont arrivés à l'état-major venant du mess vers midi. Ils y ont trouvé le lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba, qui avait été libéré de prison à Rumenge, à 122 kilomètres de Bujumbura, où il se trouvait en détention sous l'accusation d'avoir mené la tentative de coup d'état du 3 juillet, et le commandant Hilaire Ntakiyica, également libéré de prison. Bikomagu a organisé un "état-major de crise" composé de certains des officiers figurant sur la liste de Kamana et d'autres officiers de l'état-major. Simbanduku, Ndayisaba, Nzosaba et Nkurunziza en faisaient partie. Ailleurs Jean-Bosco Daradangwe, Directeur général de la communication au Ministère de la Défense, a déclaré avoir reçu à 7 heures un message du Ministre Ntakije l'informant que le FRODEBU avait appelé à "mobiliser ses troupes" et qu'il allait y avoir un bain de sang. Il s'est ensuite rendu à l'endroit où Ntakije se cachait et, sans entrer, a chargé quelqu'un de faire parvenir au Ministre un téléphone portable. Voilà chers compatriotes, le calvaire qu'a vécu le Président Melchior NDADAYE dans les 36 dernières heures de sa vie. Reste donc à établir les responsabilités et que justice soit faite au nom de la Démocratie.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});